



Revue de Presse

mercredi 09 avril 2008

S O M M A I R E

mercredi 09 avril 2008

CONCURRENCE

Hausse surprise des tarifs du gaz Les Echos .- 09/04/2008	1
Elyo va valoriser le biogaz de la décharge du Pays d'Aix Les Echos .- 09/04/2008	2
Eolfi va construire 75 éoliennes dans l'Aube Les Echos .- 09/04/2008	3
Gas Natural ouvert à l'idée d'une fusion avec un autre espagnol Les Echos .- 09/04/2008	4
E.ON / Enel formeront un consortium La Correspondance économique .- 09/04/2008	5
RWE : vers une augmentation de capital ? Les Echos .- 09/04/2008	6
Shining the light on electricity supply problems Financial Times Europe .- 09/04/2008	7
Learning from Enron, Russia privatizes its electricity sector International Herald Tribune .- 09/04/2008	8

MARCHE

Le poids de l'énergie dans le budget des ménage France Soir .- 09/04/2008	9
--	---

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Alstom : partenariat avec TransAlta La Dépêche du Midi Hautes Pyrénées .- 08/04/2008	12
---	----

CONCURRENCE

ÉNERGIE Les prix vont augmenter de 5,5 %

Hausse surprise des tarifs du gaz

APRÈS UNE HAUSSE de 4 % fin décembre, les tarifs du gaz pour les particuliers vont à nouveau augmenter de 5,5 %. C'est ce qu'a décidé le gouvernement hier, à la surprise de la direction de Gaz de France elle-même. L'entreprise avait bien demandé une hausse pour le 1^{er} avril, afin de

refléter celle du coût des importations. Mais ne voyant rien venir, ses dirigeants pensaient que les pouvoirs publics avaient enterré le dossier, au nom de la défense du pouvoir d'achat. Le gouvernement a finalement pris le risque d'une mesure impopulaire.

DERNIÈRE HEURE

Hausse surprise de 5,5 % des prix du gaz pour les particuliers

EN PLEINE POLÉMIQUE sur la baisse du pouvoir d'achat, le gouvernement se risque à une mesure impopulaire. Justifiant son initiative par la flambée, depuis le début de l'année, du coût d'importation du gaz naturel, il a saisi pour avis la Commission de régulation de l'énergie (CRE) d'un projet d'arrêté relevant de 5,5 % des tarifs de vente du gaz naturel aux particuliers. Le prix du gaz avait déjà augmenté de 4 % fin décembre. « *Le gouvernement souhaite que ce réajustement reflète strictement l'évolution des coûts d'approvisionnement de Gaz de France* », souli-

gnent les ministères de Jean-Louis Borloo et Christine Lagarde.

Le groupe de Jean-François Cirelli, qui importe la vaste majorité de ses ventes, avait demandé à l'Etat une hausse de ses tarifs pour le 1^{er} avril, un peu supérieure à 5,5 %. Ne voyant rien venir, ses dirigeants pensaient que les pouvoirs publics avaient enterré le dossier, au nom du pouvoir d'achat. C'est donc avec surprise qu'ils ont appris hier la revalorisation de 0,264 centimes d'euro le kilowatt-heure finalement accordée, soit 5,5 % en moyenne pour les particuliers. « *Pour un foyer type*

chauffé au gaz naturel, l'augmentation de la facture de gaz induite sera de l'ordre de 4 euros par mois », précise le ministère de l'économie. Cette hausse interviendra lorsque la CRE aura rendu son avis.

Par ailleurs, « *une réflexion sera lancée afin de mettre en place dans les prochains mois un cadre pérenne d'évolution des tarifs réglementés du gaz* », promet Bercy. Ce dernier permettra d'assurer une plus grande visibilité pour tous les acteurs ». Ces orientations seront prises en compte dans la révision du Contrat de service public de Gaz de France.



Elyo va valoriser le biogaz de la décharge du Pays d'Aix

Les premiers travaux de mise en place d'une centrale de valorisation du biogaz viennent de commencer sur le centre de stockage de déchets ultimes du plateau de l'Arbois. L'investissement de 3,5 millions d'euros est réalisé par la société Elyo (groupe Suez), qui a remporté le marché lancé par la communauté d'agglomération du Pays d'Aix (CPA) et a signé une concession d'ouvrage public sur quinze ans. L'investissement est destiné essentiellement à la mise en place de l'installation de déshydratation-traitement du biogaz et des groupes électrogènes pour une puissance électrique installée de 4,2 MW qui doit être mise en route en janvier 2009. L'électricité ainsi produite sera vendue à EDF. Elyo table sur un chiffre d'affaires de 42 millions d'euros sur quinze ans et reversera une redevance annuelle à la CPA.



CHAMPAGNE- ARDENNE

Contrôlé à 50 % par la filiale environnement du groupe Veolia, Eolfi prépare l'implantation de 75 turbines dans l'Aube, pour une production envisagée de 150 à 160 MW.

Eolfi va construire 75 éoliennes dans l'Aube

DE NOTRE CORRESPONDANT
À REIMS.

Le producteur d'énergie Eolfi (30 parcs éoliens en exploitation ou en construction, 10 millions d'euros de chiffre d'affaires contre 3 en 2005, 45 salariés et 58 à la fin de l'année) prépare la construction dans l'Aube de ce qu'il présente comme le plus grand ensemble éolien de France : 75 turbines à l'horizon 2010 pour une production estimée entre 160 et 170 MW, soit la consommation hors industrie et hors chauffage d'une ville de 160.000 habitants. Avec cette opération d'envergure, dont la localisation n'est pas encore connue car les négociations foncières ne

sont pas totalement conclues, Eolfi exploitera dans l'Aube un peu plus de 100 éoliennes, soit près du quart du parc champardennais d'ici à deux ans (81 éoliennes fin 2005, 101 fin 2007 et déjà 340 permis de construire délivrés).

Appel public à l'épargne

L'originalité de cette opération ne tient pas seulement à ses dimensions, mais aussi à sa forme de financement. Ainsi Eolfi, dont le capital est contrôlé à 50 % par la filiale environnement du groupe Veolia depuis 2007, s'est-elle appuyée sur un FIP (fonds d'investissement de proximité) pour lever les fonds nécessaires au projet aubois. « Nous espérons 10 millions d'euros. Nous en avons levé 34 mil-

lions », se félicite Alain Delsupexhe, le président d'Eolfi. Créé par la loi Dutreil de 2003, les FIP permettent de faire de l'appel public à l'épargne en proposant une réduction d'impôt sur les gains de sortie à hauteur de 25 % de l'investissement. Visiblement, le formule séduit. Eolfi a déjà lancé deux nouveaux FIP pour des projets éoliens menés sur la façade atlantique et dans la région méditerranéenne. « Plus de 60 millions d'euros ont été levés », souligne le dirigeant.

Créé en 2004 par Alain Delsupexhe, un ex-ingénieur en télécommunication de cinquante ans, Eolfi est entré dans l'éolien par la finance. En 2005, son premier fonds, baptisé « Eolinvest », avait

levé 65 millions d'euros. Il vient récemment de lancer son cinquième fonds, un FCPR (fonds commun de placement à risques) baptisé « Windfall » et destiné à recevoir plus de 200 millions d'euros pour construire et exploiter un portefeuille de parcs éoliens en France, en Pologne et en Grèce pour une capacité de production électrique de 1.000 MW. Ce changement de taille impose désormais au financier Eolfi de sauter le pas industriel.

« Nous devenons opérateurs, c'est-à-dire que nous faisons fabriquer des turbines pour sécuriser nos approvisionnements. Il faut amorcer une filière industrielle », explique Alain Delsupexhe.

DOMINIQUE CHARTON



Gas Natural ouvert à l'idée d'une fusion avec un autre espagnol

Le patron du gazier catalan Gas Natural verrait plutôt d'un bon œil un rapprochement avec un autre groupe énergétique espagnol. « L'intérêt et les avantages stratégiques d'une telle opération sont évidents », a déclaré Rafael Villaseca (photo), à l'heure où la presse locale spéculait sur une fusion entre Iberdrola et Gas Natural, susceptible de contrer les ambitions d'EDF en Espagne. Récemment interrogé par la chaîne de télévision de l'agence Bloomberg, le PDG du groupe gazier s'est dit plus généralement « ouvert à toutes sortes d'opérations », pour peu qu'elles remplissent deux conditions : qu'elles soient « très bonnes pour les actionnaires » et qu'elles n'empêchent pas l'entreprise de « mener à bien son plan stratégique ». Gas Natural a annoncé il y a quelques mois un programme d'investissement de 12 milliards d'euros, qui pourrait l'amener à réaliser diverses acquisitions à l'étranger. Son patron cite les Etats-Unis, la Grèce, la Turquie et l'Italie comme des zones d'expansion potentielles.



Bloomberg



- ♦ **EON / Enel** : Les groupes allemand EON et italien Enel formeront un consortium pour construire avec Termoelectrica une centrale thermoélectrique d'une capacité de 800 MW à Braila (est de la Roumanie), a annoncé le groupe roumain dans un communiqué.



TÉLÉGRAMMES

RWE. Lors de son assemblée générale annuelle, le 17 avril, l'électricien allemand demandera à ses actionnaires d'autoriser la direction à procéder à une augmentation de capital pouvant aller jusqu'à 20 %, valable jusqu'au 16 avril 2013.



Shining the light on electricity supply problems

NEWS ANALYSIS

Ofcom has been urged to focus on the lack of transparency in the wholesale market, writes Ed Crooks

Britain's electricity market suffers from a lack of transparency and liquidity that may mean customers are paying too much for their power, some companies and industry experts have said.

Competitors to the "big six" energy suppliers have urged Ofgem, the regulator, to focus on wholesale market problems in the inquiry it launched in February.

If one of the leading suppliers such as Electricité de France or RWE of Germany were allowed to buy British Energy, the country's biggest generator, the problem could get even worse.

Ofgem's investigation into energy supply was launched following retail price rises at the start of the year, but some in the industry believe the general concern about retail markets is misplaced.

As Ofgem points out, retail customers regularly exercise their ability to shop around. About 5.1m people switched

supplier last year, slightly more than in 2006.

The big suppliers also argue that given wholesale electricity prices have more than doubled over the course of the past year, a 15 per cent rise in retail prices does not look extortionate.

Smaller electricity suppliers say the real problem is in the wholesale market, where large volumes of power are bought from generators.

"The wholesale market is not deep or liquid or reliable," says Keith Munday, commercial director of Bizzenergy, Britain's biggest independent energy supplier, which has no generation of its own, but buys power to sell to businesses.

He says that while relatively large volumes of electricity are sold in the markets for delivery in the next month or two, very little power is traded further into the future.

"That means you don't have a reliable price marker, and nobody knows how much money the integrated companies are making in each of their businesses."

As a result, he believes, it is hard to tell how competitive the electricity market is. The roots of the weakness of the wholesale market lie in the decline of independent power generation, the disap-

pearance of a liquid trading market and the introduction of the New Electricity Trading Arrangements.

Independent power generation has been in decline in Britain since low power prices in the first half of the

'Nobody knows how much money integrated groups are making in each of their businesses'

decade forced many companies out of the market, including US groups such as AES, AEP and TXU. Today about 60 per cent of Britain's electricity is generated by the "big six" integrated suppliers. Electricity trading has also been in decline since the failure of Enron. An initiative to set up a new power exchange or trading platform has been making progress.

Neta (later reformed and renamed the British Electricity Trading and Transmission Arrangements, or Betta) is a freer market than the pool it replaced. But Dieter Helm of New College Oxford says it gave "enormous benefits" to the big integrated

suppliers.

"Once the market is voluntary, there is no compulsion to sell power at market prices and no ability to buy power at the market price," he says. "Neta is not a market that lends itself to transparent competition."

Integrated suppliers such as Eon and Centrica argue that the wholesale market is working well. They argue liquidity is still high enough to set realistic prices that reflect generation costs.

For Bizzenergy, the only way to be sure is to force a formal separation of the integrated companies' generation and supply businesses. When a company's generation arm sells power to its supply business, it would have to declare its selling price, and give rival suppliers the chance to buy it, too.

That would be a radical step, but the strength of public feeling over energy prices may push the government towards it. If British Energy ends in the hands of a single buyer, tying up another 15 per cent of the UK's generation capacity in an integrated company, the pressure for reform of the market to mitigate the impact could be hard to resist.



Learning from Enron, Russia privatizes its electricity sector

By Andrew E. Kramer

MOSCOW: A plan to privatize the world's largest electricity company is entering the home stretch, successfully it seems, in spite of its Rube Goldberg-like complexity and the general hostility toward privatization in Russia today.

The plan's architects say they have raised \$33.9 billion by creating a simple and obvious investment opportunity — the chance to sell heat and light to one of the world's coldest and darkest countries. The Russians say they have learned how to privatize their electricity market by watching the best example of failure: the Americans and Enron.

The Russian state electricity monopoly, Unified Energy Systems, will be disbanded June 30 after spinning off dozens of subsidiaries and floating a portion of shares in those companies on the Russian stock market, then selling the balance at auctions.

To attract buyers and investors, Russian officials promise they will also liberalize electricity tariffs for industrial consumers by next January.

"From a market point of view, it's very sexy," said James Fenkner, chairman of Red Star Management, a hedge fund based in Russia. "You are going, all of a sudden, from a system of government controlled inputs and outputs to a market based system with more potential for profit."

Red Star Management has invested in hydroelectric plants in Russia.

By Tuesday, Unified Energy had raised 797 billion rubles, or more than \$33.9 billion, in spite of glum market conditions, according to the company spokesman, Stas Degtyarev. Though the company sells mainly to other utilities

rather than portfolio investors, shares in newly privatized Russian electricity companies are now popping up in portfolios and on the books of hedge funds around the world.

To be sure, enthusiasm has been dampened not only by the complexity of the securities, but by memories of President Vladimir Putin's reversal of some oil industry privatizations, and concerns the same fate could await electricity investors. Also, many Russian power plants co-generate heat for residential buildings — a market whose rates will not be liberalized.

Generally, electricity privatization is fiendishly complex, and it has failed spectacularly before. But the Russians say they have learned from others' misfortune, especially the case of Enron.

"What happened in California, though it was unfortunate, helped us design restructuring," said Sergei Dubinin, the chief financial officer of Unified Energy Systems and a former Russian central banker. "We said, 'We can't do it that way.'"

The case for investing rests on a scarcity of electricity as Russia's economy grows and the belief that prices will explode after liberalization. Russia is the fourth-largest electricity market in the world, behind the United States, China and Japan.

The deals are low profile, but high-priced. OGK-1, for example, which owns power plants in western Russia and the Ural Mountain region, is expected to fetch about \$7 billion at auction on April 17. On Monday, the Russian billionaire Mikhail Prokhorov bought 32 percent of TKG-4, with plants in smaller cities near Moscow, for \$500 million at auction.

The gas-powered electricity plants

have become acquisition targets for the European utilities like Enel of Italy and E.On of Germany; both have bought plants with intentions to invest money and expertise in energy savings in order to balance a projected rise in the price of natural gas in Russia.

For their part, portfolio investors have tended to bid up the price of power plants before large sales, then exit the stocks, making these shares more volatile than the average equity in the Russian stock market. Shares in the power and heat company TKG-5, for example, dropped 40 percent since its spin-off from Unified Energy.

Some investors have bought Russian hydroelectric capacity that taps the currents of the wide northern rivers. The cost of production, of course, will not rise with the price of gas. This was the approach taken by Red Star, Fenkner's hedge fund. But the government may increase a water tax for these plants.

Controversially, one outcome of Russian electricity privatization is likely to be a shift from natural gas to the relatively cheaper, but less clean-burning coal as plants seek savings — indeed, a Citigroup investor note has even recommended investors buy coal-fired plants.

One looming risk, however, is that Gazprom, the gas monopoly, will raise domestic prices for natural gas before the electricity market is fully liberalized, squeezing the profits of the electricity companies and their new owners.

And, as one investor who did not want to be identified because his company deals with Gazprom, noted, "Gazprom is far more powerful than Enron ever was."

MARCHE

VIVRE ENSEMBLE

Dépenses d'énergie

La facture s'alourdit pour les plus modestes qui ont subi de plein fouet l'augmentation du prix des combustibles (pétrole et gaz naturel).

DÉPENSES • De fortes disparités selon les revenus

Le poids de l'énergie dans le budget des ménages

Dossier réalisé par Emmanuel Pey

Le budget des factures énergétiques varie d'un ménage à l'autre selon leur revenu et leur lieu de résidence.

Ces derniers mois, les familles françaises à faible revenu ont subi de plein fouet l'augmentation du prix des combustibles fossiles (pétrole, gaz naturel...). Pis, en France les inégalités sociales ont même une conséquence directe sur le prix à payer que l'on soit modeste ou plus aisé. En effet, selon une étude de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) « la part des dépenses d'énergie dans le budget des ménages varie de façon importante selon leur lieu de résidence et leur revenu ».

Des écarts importants

Depuis 1995, les prix des combustibles ont augmenté constamment de 3 % par année. Cette tendance devrait malheureusement se prolonger jusqu'en 2020. Les ménages modestes vont alors voir croître de plus en plus le poids de la facture énergétique dans leur budget.

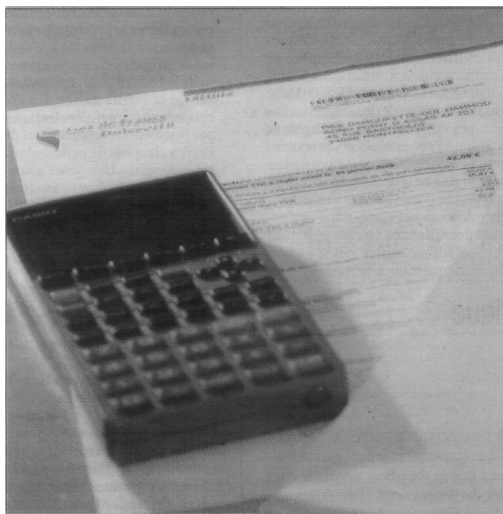
Sur l'année 2006, l'Ademe indique que la part des dépenses énergétiques des 20 % de ménages les plus pauvres est 2,5 fois plus élevée que celle des 20 % de ménages les plus riches, ajoutant que « les ménages les plus pauvres consacrent 15 % de leur revenu aux dépenses énergétiques contre seulement 6 % pour les plus riches ».

Il existe également une forte disparité entre les familles selon leur lieu de résidence. Un Parisien par exemple, « qui dispose d'un réseau de transport en commun très dense, et qui vit en habitation collective, a une facture énergétique inférieure de 44 % à celle d'un habitant d'une commune rurale ». En règle générale, la part de ce type de dépense dans le revenu des

habitants des grandes villes est inférieure d'un tiers à celles des ruraux. Cependant les habitants urbains ont des frais de transports collectifs bien plus importants que dans les campagnes. En définitive, la part des achats de combustibles fossiles dans le revenu des ménages peut être « multipliée par six entre un riche citadin et un pauvre rural ».

Vétusté et consommation

L'Ademe précise que l'un des éléments à l'origine de cet accroissement des inégalités sociales résulte du fait que le revenu de la population la plus aisée a progressé plus vite que le prix des combustibles. D'autre part, les ménages les plus fragiles occupent bien souvent des logements vétustes et mal isolés qui nécessitent une consommation d'énergie plus importante. Développer la maîtrise de l'énergie est indispensable pour limiter les inégalités sociales. ■



Les ménages modestes trinquent au moment de la facture. Photo Sipa/V. Damourette

UNE SOLUTION À DOMICILE

Pourquoi pas une éolienne dans son jardin ?

Si l'énergie éolienne se développe à grande échelle dans nos campagnes, aujourd'hui elle touche aussi le particulier. Nombreux sont ceux qui ont déjà choisi d'installer une mini-éolienne dans leur jardin pour soulager leur consommation. D'autres ont même opté pour une fabrication maison. Ces petites éoliennes – appelées également éoliennes individuelles ou domestiques – sont généralement à axe horizontal. Elles comprennent le plus souvent deux à trois pales et développent une puissance électrique de 100 watt à 20 kilowatt. Alors comment choisir son éolienne, pour quels besoins, est-il possible de la faire soi-même, comment la raccorder au réseau, que dit la loi à ce sujet, quelles sont les aides ? Toutes les solutions se trouvent dans l'ouvrage d'Emmanuel Riolet intitulé *Le Mini-éolien*. Vous y trouverez les réponses indispensables aux questions les plus courantes ainsi que des conseils pour bien choisir votre mini-éolienne, pour la réaliser vous-même pas à pas et des solutions pour la raccorder au réseau et optimiser votre rendement.

Le Mini-éolien, Emmanuel Riolet, éd. Eyrolles, 80 pages, 9 euros.

CONSEILS

Des astuces pour économiser

● PLAQUES DE CUISSON

Utiliser des casseroles dont le diamètre est adapté à celui de la plaque. Si possible, mettre un couvercle sur le récipient de cuisson. Éteindre la plaque avant la fin de la cuisson pour utiliser la chaleur résiduelle.

● FOUR

Pour la plupart des mets et pour tous les rôtis, renoncer au préchauffage. Si la durée de cuisson dépasse 40 minutes, éteindre le four 10 minutes avant la fin du temps de cuisson prévu pour utiliser la chaleur résiduelle.

● RÉFRIGÉRATEUR ET CONGÉLATEUR

Bien régler la température de l'appareil : 5 à 7 °C pour le réfrigérateur et -18 °C pour le congélateur. Ne pas laisser la porte ouverte trop longtemps.

Ne pas y mettre d'aliments encore chauds. Dégivrer le freezer régulièrement.

● LAVE-VAISSELLE

Eviter de rincer la vaisselle à la main et à l'eau chaude avant de la mettre dans la machine. Le lave-vaisselle s'acquittera de cette tâche avec moins d'eau et un minimum d'énergie. Bien remplir la machine.

● LAVE-LINGE

Laver à 30 °C au lieu de 60 °C. Le prélavage n'est pas nécessaire pour le linge peu sale. Remplir la machine au maximum de sa capacité.

● SÈCHE-LINGE

Laisser sécher le linge à l'air libre le plus souvent possible, en particulier les draps, nappes, etc. Plus le linge est essoré, et moins le sèche-linge consommera de courant pour le sécher. Choisir une vitesse d'essorage élevée

(au moins 1.000 t./min). Nettoyer le filtre du sèche-linge après chaque usage.

● ÉCLAIRAGE

Utiliser si possible des tubes fluorescents ou des lampes économiques qui, pour une même intensité lumineuse, consomment 4 à 5 fois moins d'énergie que les lampes à incandescence.

● CHAUFFE-EAU

L'eau du chauffe-eau doit être portée à 60 °C au maximum. Installer un mélangeur mono-levier ou thermostatique, qui mélange l'eau chaude et l'eau froide automatiquement. Prendre une douche plutôt qu'un bain ; on utilise ainsi 4 à 5 fois moins d'eau. Débrancher le chauffe-eau lors d'absences prolongées.

Comment obtenir un petit coup de pouce

Des aides financières pour faire des économies

Lors de la construction, de la rénovation d'une maison ou d'un appartement, des aides financières sont disponibles pour vous aider à la réalisation d'un projet énergétique.

Profitez d'abord d'un crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à 50 %. Certains équipements vous permettent

en effet de faire des économies d'énergie et donnent droit à des crédits d'impôts pour vos travaux d'isolation, d'installation ou d'amélioration de votre système de chauffage et d'eau chaude au gaz naturel favorisant ainsi les économies d'énergie. Ces crédits prévus par la loi de finan-

ces pour 2006 s'appliquent aux dépenses d'équipement de l'habitation principale dans la limite d'un plafond, pour l'équipement acheté et des travaux réalisés jusqu'au 31 décembre 2009.

Financer les travaux

Si votre logement a plus de 15 ans

et que vous en êtes propriétaire, vous pouvez également profiter des aides de l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat (ANAH) pour financer les travaux d'amélioration de votre installation de chauffage et d'eau chaude au gaz naturel.

Profitez de la TVA à taux réduit à 5,5 %, que vous soyez propriétaire ou locataire. Elle s'applique pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien réalisés par un professionnel dans un logement construit depuis plus de deux ans. Elle est applicable jusqu'au 31 décembre 2010 sur le matériel et la main-d'œuvre.

Bénéficiez enfin d'aides locales.

Certains conseils régionaux, conseils généraux ou collectivités locales accordent effectivement des aides complémentaires pour l'installation d'un système solaire combiné gaz naturel ou d'un chauffe-eau solaire. Leur montant est très variable. ■

Tout complément d'information sur
www.industrie.gouv.fr/energie



Photo Sipa/Jacquemart

Profitez de nombreuses aides financières.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT



1979A83354906C0FA07A1859C601656305093D93C05C80F06A07099

Alstom : partenariat avec TransAlta

Un accord de partenariat technologique vient d'être passé entre Alstom et TransAlta pour la mise au point d'un système de capture et de stockage du CO2 dans l'état d'Alberta au Canada. Cet accord constitue une avancée majeure dans la conception d'une solution commercialement viable de réduction des émissions de gaz à effet de serre issues de la combustion du charbon.

Ce projet repose sur le procédé de capture du CO2 à base d'ammoniac réfrigéré mis au point par Alstom et que TransAlta considère comme l'un des plus prometteurs et probablement le moins onéreux. Les deux partenaires projettent de mettre en œuvre cette technologie en modernisant l'une des centrales à charbon de TransAlta, située à l'ouest d'Edmonton, afin de réduire le niveau des émissions d'un million de tonnes par an.

« Notre projet avec TransAlta est en

droite ligne avec nos objectifs de déploiement rapide de cette technologie. La capture du CO2 n'est viable que lorsqu'il est possible de le stocker et les conditions géologiques de l'état canadien de l'Alberta sont propices. C'est pourquoi nous avons choisi cette région pour accélérer nos projets de développement », explique Philippe Joubert, vice-président exécutif d'Alstom et président d'Alstom Power Systems.

La première phase du projet, destinée à affiner et améliorer le processus de capture et de stockage du CO2, débutera cette année.